

Journée d'Étude du vendredi 7 mars 2025. Lirtes – ISPAT

Intervention sociale, genre et immigration : réflexions croisées entre études de Master et de Doctorat.



La complexité des dynamiques sociales contemporaines nécessite une réflexion multidimensionnelle, notamment autour des questions de genre, d'immigration et des politiques sociales, en articulation avec l'approche intersectionnelle. Selon Kimberlé Crenshaw (1989), l'intersectionnalité permet de saisir la manière dont les inégalités sociales se croisent et se renforcent entre elles, en prenant en compte les facteurs tels que le genre, l'origine ethnique, la classe sociale ou l'accès aux ressources.

La journée d'étude du 7 mars vise à créer un espace de dialogue et de partage académique entre doctorants et étudiants en master, en mobilisant leurs recherches respectives. Cette rencontre permettra de croiser leurs approches pour enrichir la réflexion sur l'intervention sociale dans ses différentes formes, en abordant des thématiques majeures comme la parentalité dans les quartiers populaires, Les alternatives au placement des enfants dans le cadre de la protection de l'enfance, l'accès aux postes de direction dans le travail social, ou encore l'importance de l'approche intersectionnelle dans la compréhension des inégalités sociales.

La question de la parentalité dans les quartiers populaires est éclairée par les travaux de chercheurs tels que Patrick Simon et l'INED (2009), qui montrent que les inégalités économiques, sociales et culturelles constituent des barrières majeures à l'exercice de la parentalité dans ces contextes. L'intervention sociale peut alors être pensée comme un levier pour accompagner ces familles dans leurs parcours, tout en intégrant les dimensions de genre et d'immigration dans l'analyse.

Par ailleurs, l'accès aux postes de direction dans le travail social reste une problématique marquée par des inégalités (M.Bessin. 20025, B. Bouquet)Les biais de genre, d'origine ethnique et de classe agissent ici comme des mécanismes excluants. Par conséquent, cette rencontre permettra de discuter des moyens d'intégrer une réflexion critique et inclusive dans la formation et l'accompagnement des futurs professionnels du travail social.

En valorisant les mémoires de Master et les travaux de thèse, cette journée permettra d'explorer les enjeux sociaux actuels tout en utilisant des cadres théoriques en sociologie pour penser ces questions. Ces échanges seront aussi une occasion pour construire des synergies

entre les différentes perspectives disciplinaires, afin de nourrir l'intervention sociale avec une vision plus inclusive et critique.

Cette réflexion collective invite donc à mobiliser non seulement des outils théoriques classiques en sciences sociales, mais aussi des approches contemporaines pour interroger les rapports de pouvoir, les inégalités sociales et les politiques publiques en matière d'intervention sociale. Elle propose ainsi une articulation dynamique entre théorie et pratique, pour mieux répondre aux défis sociaux d'aujourd'hui.

Objectifs de la Journée

1. **Créer un espace d'échange et de dialogue académique** entre les étudiant.e.s en Master et les doctorant.e.s autour de leurs recherches.
2. **Mettre en lumière les approches théoriques et empiriques** issues de leurs mémoires et travaux de doctorat.
3. **Analyser les enjeux de l'intervention sociale dans un contexte de genre et d'immigration**, en croisant différentes approches et pratiques.
4. **Explorer des concepts clés notamment l'intersectionnalité, le plafond de verre et la coéducation**, pour comprendre leurs implications dans les politiques sociales et dans l'expérience quotidienne des populations.



Programme

8h45 : Accueil des participant·es

9h00 : Ouverture de la journée :

Pierrine Robin : Professeure des Universités. Directrice du laboratoire Lirtes.

Francine Nyambek-Mebenga. MCF en Sciences de l'éducation et Référente pour la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, UPEC

Présentation de la journée et objectifs : Hakima Mounir & Laurence Costes

9h30-10h40 : Atelier 1: Plafond de verre et inégalités professionnelles : Autodétermination, genre et intervention sociale auprès des personnes en situation de handicap

Discutant : Jérôme Mbiatong . MCF en Sciences de l'éducation. SESS-STAPS- LIRTES

- **« La fonction de direction face aux inégalités multiples (genre, classe sociale, ethnique, handicap) »**
Laeticia KUSUAMINA EKUTSHU : Étudiante en Master DOS 2. UPEC-STHO.

Cette présentation aura pour objectif de partager les résultats d'une enquête en cours, réalisée dans le cadre de mon mémoire de Master 2, portant sur les représentations de la fonction de direction dans le secteur social et médico-social, avec un focus particulier sur la diversité des parcours des directeurs et directrices.

- **« Autodétermination et inégalités professionnelles en MAS : l'impact du genre sur l'accompagnement et l'organisation du travail »** : Wassila ZEMALACHE : Directrice d'une MAS pour adultes polyhandicapés.

Dans les Maisons d'Accueil Spécialisées (MAS), l'autodétermination des résidents se heurte à des murs invisibles : rigidités institutionnelles, difficultés à comprendre les besoins non verbaux et inégalités genrées dans le travail. Les femmes, majoritaires, portent une charge physique et mentale épuisante, tandis que les hommes, minoritaires, sont cantonnés aux tâches de force. Cette organisation, bien que pratique, creuse les inégalités et limite l'autonomie des résidents. Derrière ces murs, les professionnels luttent contre l'épuisement, et les résidents voient leurs choix réduits.

Pause 10 minutes

- **« Du ferme à la ferme : ethnographie d'un champ de réinsertion »** : Zoé Malberg, éducatrice spécialisée, chargée de mission hébergement au SIAO 93.
La communication prendra appui sur un travail d'observation ainsi que des entretiens conduits avec des femmes sortantes de prison et participant à un dispositif de réinsertion unique. La ferme Emmaüs Baudonne dans le Pays-Basque accueille 12 femmes en placement extérieur. Cette structure est donc tout à la fois un lieu de vie, un lieu d'aménagement de peine, de travail au champ mais surtout un espace de rupture dans la trajectoire de ces femmes incarcérées. Cette recherche place la focale sur les ambivalences de cet espace construit autour d'un projet politique et social qui vise à la sortie et à la critique de l'ordre carcéral tout en reproduisant un fonctionnement coercitif. Les observations et les récits de vie des femmes rencontrées permettront également d'analyser ce que la réinsertion par la remise en mouvement et par le travail, dit du corps de ces prisonnières.
- **« Transformation : injonction, quête ou gageure ? Quels ancrages et leviers pour les cadres de direction ? »**. Julie KOOP. Directrice. Conseil. Évaluation. Amiens
De l'expérience de la « crise des ressources humaines » naît cette question initiale : N'a-t-on pas toujours parlé de défis, de transformations et autres épreuves à relever et accompagner ? Plus largement, la crise étant une effraction, un ébranlement, une rupture inédite : Comment échapper à l'évènementiel et concourir à la maîtrise d'enjeux et objectifs stratégiques ? Après une lecture de l'héritage et du présent dans lequel nous sommes, la recherche s'articule autour de deux hypothèses posées comme leviers mobilisables : Celle d'une comitologie comme espace dialogique opérant et celle de l'incarnation, du gouvernement de soi et de la transmission.

11h30-12h15 : Atelier 2 : Coéducation et politiques publiques

Discutante : Hakima Mounir . MCF en sociologie, SESS-STAPS- LIRTES

- **Comment s'évader, prendre un moment pour soi, trouver sa place en tant que parent - et en tant qu'enfant - au sein d'un centre d'hébergement généraliste ?** Paul Bonhomme étudiant Master 2 Animation et éducation populaire (AEP)
Loin d'être neutres, les pratiques d'accueil et d'accompagnement façonnent des rapports asymétriques entre travailleurs sociaux et résidents, où l'aide peut être perçue comme contraignante. Comment, dès lors, comprendre les formes de retrait ou de non-recours aux droits observées chez certaines familles ? À travers une enquête de terrain, ce travail analyse les tensions entre cadre institutionnel et autonomie, la co-construction de règles informelles et les trajectoires singulières de familles ordinaires, cheminant entre affiliation et désaffiliation à la structure.
- **« Les défis du soutien juridique des personnes LGBTQIA+ en situation d'asile : entre freins institutionnels et dynamiques des ONG internationales »** : RANIA ARFAOUI Juriste de formation, ancienne étudiante du Master AEP UPEC, actuellement en année de préparation de thèse en droit et sociologie.
Mon intervention portera sur les interactions entre les politiques publiques françaises et l'action des ONG dans l'accompagnement juridique des personnes LGBTQIA+ en demande d'asile. J'aborderai les principaux obstacles institutionnels auxquels ces personnes font face, ainsi que le rôle des ONG en tant que co-acteurs du soutien juridique et social. L'objectif sera de mettre en lumière les tensions, les limites et les perspectives d'amélioration dans ce domaine.
- **« Du placement en établissement au placement à domicile : Naissance d'un paradoxe ou résolution d'un autre ? »** : Chantal Ventura. Enseignante. UPEC. SESS. Lirtes
Le placement en protection de l'enfance, pouvait se décrire (et se décline encore pour beaucoup) dans les faits par le dé-placement de l'enfant de son milieu familial pour être placé dans un établissement (ou famille d'accueil). Partant des difficultés à inverser ce « mouvement » le département du Gard s'est lancé dans cette « modalité » de placement à domicile en innovant avec la création de Services d'Adaptation Progressive en Milieu Naturel (S.A.P.M.N.). Alors qu'aujourd'hui de plus en plus de département se lancent ces dernières années à leur tour 'par touches' sur des parties de leur territoire, nous proposons

de comprendre comment les acteurs gardois de la protection de l'enfance depuis plus de 45 ans sur l'ensemble du département ont construit une pratique professionnelle, avec quels principes, quels fondements, quelles organisations et quelles limites.

Échanges

Pause repas 12h30-14h00

14h00- 16h30 : session 3 : Genre, parentalité et inégalités dans les quartiers populaires

Discutante: Laurence Costes, Professeure de sociologie. SESS-STAPS. LIRTES

- **« Ce que « coéduquer » veut dire au sein d'une association d'éducation populaire. Enjeux de la relation parents/acteurs associatifs dans le cadre de l'accompagnement à la scolarité » :** Aline Grasperge ATER en sciences de l'éducation et de la formation (70^e) Université Paris-Est Créteil Doctorante en sciences de l'éducation et de la formation (70^e) CREAD, Université Rennes 2.
Dans le cadre d'un dispositif d'accompagnement à la scolarité. Le projet de l'association soutenant une approche partenariale avec les familles au service de la réussite éducative de l'enfant, il s'agit ici de s'interroger sur la mise en œuvre concrète de ces intentions, à travers une analyse des représentations et des expériences respectives. L'analyse des données empiriques – issues d'entretiens menés auprès de 47 parents et de 26 acteurs associatifs, complétés par des observations participantes *in situ* – montre une diversité dans les discours et les pratiques. Les parents – essentiellement immigrés et issus de milieux populaires – expriment de fortes attentes sur le plan scolaire et ne disposent pas toujours des ressources nécessaires pour entrer dans une logique de « coéducation ». Les acteurs associatifs, quant à eux, sont loin d'être unanimes dans leurs approches.
- **« Des mères issues de l'immigration et habitant dans un QPV face aux enjeux de la parentalité » :** Ludovic PÉGOURIÉ. Doctorant au LIRTES, Responsable Enfance-Jeunesse. MDS. Créteil.
A la suite de la loi Sécurité et Liberté du 2 février 1981 constituant « la première pierre d'un édifice sécuritaire » (Joulin, 2009), le rapport au Premier ministre intitulé Face à la délinquance : prévention, répression, solidarité, présenté par la Commission des maires sur la sécurité en décembre 1982, figure comme un repère central dans l'établissement de ce lien à trois dimensions : familles « immigrées » et « populaires », parentalités « défaillantes » et délinquances juvéniles. Certains discours politiques renforcent la persistance de ces représentations négatives, sous couvert de se référer à des notions « légitimes » telles que la responsabilité ou la compétence. Dans le cadre de notre enquête, nous nous sommes entretenus avec des mères issues de l'immigration et habitant dans un QPV. L'analyse des discours nous a permis de comprendre que, même si certains mécanismes liés à la dimension culturelle (parcours migratoire, éducation genrée, domination masculine, représentation de l'enfant, etc.) apparaissent comme fondamentaux dans l'adoption de pratiques éducatives parentales, il n'en demeure pas moins que les conditions d'exercice, notamment socio-économiques, de la parentalité s'avèrent déterminantes.
- **« Les dynamiques de genre dans une structure d'éducation populaire : Une étude ethnographique de l'éducation populaire ».** Anthony MARTIN, Étudiant Master 2 Animation et Éducation populaire. UPEC
- *L'éducation populaire, bien que porteuse d'un idéal d'émancipation, révèle une réalité sociale où des normes de genre se jouent souvent de manière informelle. Cette recherche ethnographique, menée dans une association d'éducation populaire, interroge la place du genre dans l'organisation et les interactions internes et externes. Elle explore comment le genre influence les attentes, les comportements et la répartition des responsabilités au sein de la structure. À travers deux mois d'immersion, cette étude met en lumière les mécanismes visibles et implicites qui façonnent l'organisation du travail et les dynamiques sociales. L'objectif est de comprendre comment ces normes, même dans un cadre émancipateur, peuvent perpétuer des inégalités. En dévoilant ces enjeux, cette recherche ouvre la voie à la transformation sociale.*
- **Clôture de la journée**